

AVANCER ENSEMBLE II

Violences fondées sur le genre :
renforcer les parcours de
services en français

Enquête du Comité francophone antiviolence de Colombie-Britannique

Et sondage auprès d'organismes communautaires et de lutte contre la violence

Mai 2022

Une initiative d'

inform'Elles

Menée grâce aux fonds de



Femmes et Égalité
des genres Canada

Women and Gender
Equality Canada

Table des matières

▶ Contexte	3
▶ Comité	4
▶ Membres du comité francophone antiviolence	5
▶ Objectifs	6
▶ Cycle de la violence	8
▶ Constats du comité francophone antiviolence	10
▶ Lacunes ciblées dans l'offre de service en français	11
▶ Initiatives : solutions possibles ou mises en place	12
▶ Réflexions de dirigeantes d'organismes à travers le Canada	18
▶ Organismes contactés	19
▶ Réponses d'entrevues téléphoniques	20
▶ Prochaines étapes	27

Contexte

La violence à l'égard des femmes demeure un problème social et économique important au Canada. Elle a des répercussions graves sur nos systèmes de santé, de justice et de services sociaux. Malgré l'expansion de la communauté francophone en Colombie-Britannique, les femmes francophones des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans la province ont très peu accès à des services directs en français.

L'enquête présentée dans ce rapport s'intègre à l'initiative « Avancer Ensemble » qui vise à améliorer l'accès aux services d'intervention et de soutien aux femmes francophones subissant ou ayant subi des violences en Colombie-Britannique. Ce deuxième volet intitulé « Avancer Ensemble II », s'articule autour des enjeux qui sont propres aux femmes issues de communautés culturelles et situations socio-économiques diverses. L'objectif de cette enquête est d'identifier les lacunes et les initiatives gagnantes en termes de services intégralement en français, aux bénéficiaires.

La seconde partie du projet « Avancer Ensemble II » consiste en un sondage réalisé auprès des organismes communautaires et de lutte contre les violences en Colombie-Britannique et au Canada en vue d'identifier les pratiques actuelles.

Comité francophone antiviolen

Dans le cadre d'un projet pilote de ligne de soutien provincial sur lequel Inform'Elles est partenaire avec Réseau-Femmes Colombie-Britannique, les membres du nouveau comité francophone antiviolen ont été sondés.

Membres du comité

- **Conseil Scolaire Francophone de la Colombie-Britannique : service des travailleuse.eurs en établissement des familles immigrantes dans les écoles**, service offrant accueil et orientation pour les nouveaux parents et les élèves immigrants dans les écoles
 - Aïna Rafamantanantsoa, intervenante sociale
- **Community Response Network British Columbia**, organisme provincial offrant une structure financière et de soutien aux adultes vulnérables vivant (ou à risque) de l'abus ou de la négligence
 - Marie Dussault, représentante ; Inform'Elles, présidente du conseil d'administration
- **Inform'Elles**, organisme favorisant l'accès aux services d'information, de sensibilisation et de soutien aux femmes francophones en situation de violence en Colombie-Britannique
 - Cécile Bruyninckx, intervenante en violences faites aux femmes et co-organisatrice du comité
 - Marina van Wittenberghe, coordinatrice-gestionnaire
- **La Boussole**, organisme venant en aide aux francophones en situation de précarité en Colombie-Britannique
 - Lou-Anne Brocard, intervenante sociale
 - Marion Roig, intervenante sociale
- **Réseau en immigration francophone de la Colombie-Britannique**, table de concertation travaillant à accroître la capacité d'accueil, d'intégration et de rétention de la communauté francophone en situation minoritaire en Colombie-Britannique.
 - Zaskya Mousseau, coordonnatrice de liaison
- **Réseau-Femmes Colombie-Britannique**, organisme qui représente, promeut et défend les droits et intérêts des femmes francophones de la Colombie-Britannique
 - Sandrine Rousseau, chargée de projet et co-organisatrice du comité
 - Maryse Beaujeau Weppenaar, directrice générale
- **Victoria Sexual Assault Centre**, organisation féministe dédié à la lutte pour mettre fin à la violence sexuelle par la guérison, l'éducation et la prévention
 - Sophie Rousseau: co-directrice de la prévention

Objectifs du comité

- ▶ Identifier les mesures actuelles et à développer afin d'assurer un accompagnement en français et culturellement approprié pour les femmes francophones en situation linguistique minoritaire victimes de violence en Colombie-Britannique ;
- ▶ Outiller les décideuse·eur·s afin d'adapter les services provinciaux aux femmes francophones victimes de violence ;
- ▶ Assurer une meilleure compréhension chez les femmes francophones quant aux options disponibles pour elles.

Parcours

d'une femme subissant
des violences



Cycle de la violence

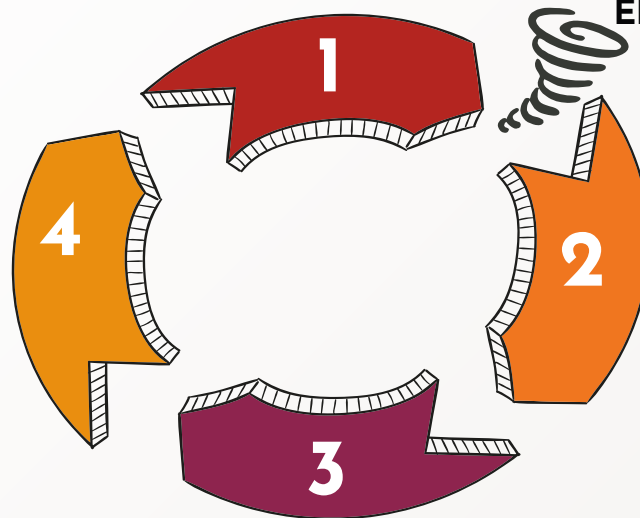
TENSION

L'agresseur devient stressé. La victime tente de l'aider à résoudre ses problèmes. La tension monte et la victime commence à craindre l'agresseur.

Élément déclencheur

AGRESSION

La tension accumulée éclate. L'agresseur commet un ou plusieurs actes de violence.



LUNE DE MIEL

Au début de la relation ou après une dispute. L'agresseur se présente sous son meilleur jour et fait comme si tout est normal.

JUSTIFICATION

L'agresseur blâme la victime, la culpabilise et minimise l'importance de la violence commise. L'agresseur tente de convaincre la victime de sa version des faits.

**Il faut de nombreuses
tentatives**
pour une femme pour
sortir du cycle de
la violence



Constats du comité francophone antiviolenace



Lacunes ciblées dans l'offre de service en français

Organismes offrant des services aux femmes francophones

- Très peu de liens entre les services disponibles et les femmes ;
- Trop souvent un travail en vase clos : chaque organisme possède son processus d'intervention sans qu'aucune ligne directrice commune ne soit établie ;
- Trop peu d'occasion pour partager de l'information entre les organismes qui viennent en aide aux femmes francophones ;
- Ne connaissent pas nécessairement les articles de la loi applicable en cas de situation de violence et ne savent pas nécessairement comment intervenir.

Promotion des services en français

- Manque de ressources pour la promotion des services francophones ;
- Méconnaissance des services disponibles, surtout en contexte linguistique minoritaire ;
- De nombreuses francophones ne savent pas qu'elles ont accès à certains services en français ainsi qu'un droit de recevoir des services d'interprétation.

Difficulté à accéder à des ressources francophones

- Trop peu de professionnel·le·s francophones (législatif, juridique, santé) ;
- Tous les premiers contacts de suivi, et ce tout au long du parcours de la femme subissant ou ayant subi des violences, se font en anglais puisqu'il n'y a pas de porte d'entrée francophone dans la province ;
- Il incombe aux intervenantes de prendre le rôle d'interprète et traductrice lorsqu'elles accompagnent les femmes lors de rencontre avec des professionnel·le·s ;
- Aucune maison d'hébergement n'est désignée comme « francophone ».

Partenaires

- Méconnaissance de la réalité des violences faites aux femmes dans les regroupements communautaires et les établissements ;
- Pas de suivi auprès des femmes qui indiquent, dans le questionnaire d'accueil d'un établissement, avoir vécu un événement violent ;
- Pas toujours de protocole clair au sein des établissements lorsqu'ils sont confrontés à une situation de femme subissant ou ayant subi des violences, car pas de service spécifique dédié à cet enjeu. Il faut compter sur l'expérience des individus en poste pour savoir quoi faire et offrir un minimum d'aide ou de soutien.

Gouvernements

- Difficulté à reconnaître la communauté francophone (niveau provincial) ;
- Pas de financement pérenne ;
- Les citoyennes canadiennes n'ont pas accès, comparativement aux autres femmes immigrantes en Colombie-Britannique, au cours de langue anglaise (niveau provincial) ;
- Réalité du parrainage : confère un trop grand pouvoir aux hommes (conjoint, père, fils, frère...) sur les nouvelles arrivantes et leur parcours d'immigration (niveaux fédéral et provincial) ;
- Grande méconnaissance des besoins des femmes francophones de façon générale (niveau provincial).



**Initiatives :
solutions possibles
ou mises en place**

Politique d'immigration

Un rôle important est à jouer auprès des nouvelles arrivantes au Canada, et cela indépendamment de leur statut d'entrée. L'information relative aux services qui leur sont disponibles en français doit être partagée dès leur arrivée en sol canadien.

Les nouvelles arrivantes peuvent avoir subi des violences avant leur arrivée au Canada. Un accompagnement doit être proposé et rester disponible quand les survivantes seront prêtes.

Santé

Les organismes francophones doivent reconnaître l'impact des violences faites aux femmes.

Les services de santé ne doivent pas s'arrêter au physique, une ouverture sur la santé mentale doit être faite. Les abus sur une longue période développent des maladies.

Aussi, un enfant ayant fait face à des violences verra probablement sa santé physique et mentale affectée à l'âge adulte. Les médecins de famille devraient recevoir une formation pour identifier les violences.

Réponse sociale

La survivante de violences doit pouvoir constater que ce qu'elle a vécu va permettre de transformer les normes genrées des auteurs de violences. Le système judiciaire doit être formé pour mieux reconnaître et répondre aux violences familiales et aux violences sexuelles.

Les lieux de travail devraient exiger de WorkSafeBC de mettre en place des formations obligatoires.

La construction sociale accentue les violences. Il faut éduquer depuis le plus jeune âge et déconstruire toutes les normes. Le programme Jeunes Leaders des Relations Saines en est un bon exemple.

Groupe de soutien

Un groupe provincial pourrait amener plus de soutien aux femmes subissant ou ayant subi des violences. Le lien se crée différemment quand les groupes se font en présentiel. Aussi, les intervenant·es sont sur place et peuvent apporter leur soutien rapidement au besoin. Si les groupes de soutien provinciaux étaient mis en place à travers plusieurs antennes dans des organismes partenaires cela permettrait de mieux répondre au besoin.

Réflexions de dirigeantes d'organismes à travers le Canada

Organismes contactés

- **Action Ontarienne contre la Violence faite aux Femmes (AOcVF)**, regroupement provincial féministe et francophone des organismes qui travaillent à défaire l'oppression vécue par les femmes
 - **Maïra Martin**, directrice générale
- **Hébergement femmes Canada**, voix pancanadienne forte et unifiée sur les enjeux de violence faite aux femmes pour assurer que les femmes et les enfants dans les maisons d'hébergement reçoivent le soutien le plus efficace et le plus bienveillant possible
 - **Lise Martin**, directrice générale
- **BC society of transition houses**, organisation provincial appuyant ses membres afin d'améliorer le continuum de services et de stratégies pour répondre, prévenir et mettre fin à la violence faite aux femmes, aux enfants et aux jeunes
 - **Amy FitzGerald**, directrice générale par intérim, directrice de formation et des programmes
- **Rise Women's Legal Centre**, clinique juridique communautaire basée à Vancouver au service de personnes qui s'identifient comme des femmes partout en Colombie-Britannique (première ligne)
 - **Kim Hawkins**, directrice générale
- **Ending Violence Association of British Columbia**, coordonne et soutien le travail des organismes membres offrant des services aux victimes de violence en Colombie-Britannique
 - **Ninu Kang**, co-directrice générale

1

Quels sont les plus grands défis auxquels votre organisme est confronté quand il s'agit de travailler avec une clientèle de minorité linguistique ?

Action Ontarienne contre la Violence faite aux Femmes (AOcVF)

Les services en français existent en Ontario en raison d' (de) :

- Une histoire sombre pour les francophones ;
- Une volonté de certaines personnes clés au niveau gouvernemental de reconnaître le fait français ;
- La mobilisation de la communauté francophone qui représente pourtant moins de 5% de la population de l'Ontario.

Les revendications faites par l'AOcVF sont doubles :

- Militer pour des services aux femmes victimes de violence ;
- Exiger des services en français.

L'AOcVF doit constamment justifier sa légitimité, même auprès de ses partenaires :

- Répondre à la question : « Pourquoi un service spécifique dédié aux femmes francophones ? » ;
- Aucune donnée recueillie sur le fait français auprès des partenaires anglophones, seulement une donnée sur les femmes racisées immigrantes.

Difficulté à rejoindre les organismes en Ontario qui ne sont pas francophones :

- Grande difficulté à percer le secteur bilingue (repose sur une volonté individuelle) ;
- L'offre francophone au sein des organismes anglophones n'existe que grâce à l'engagement de la direction, du CA ou la volonté d'une intervenante.

Hébergement femmes Canada (HFC)

Le défi du personnel francophone

- Malgré des liens établis avec les maisons d'hébergement ayant la capacité d'offrir des services, ces derniers dépendent d'une seule personne.

L'enjeu de la densité de population de femmes francophones

- Souvent difficile de justifier un service exclusivement en français ;
- Dépend de la capacité du personnel d'offrir un service en français dans bien des cas.

Rise Women's Legal Centre

Service d'interprétation

- CanTalk: service téléphonique d'interprètes ;
- Si une femme vient dans les bureaux, un.e interprète sera sur place ;
- Parfois les stagiaires parlent d'autres langues que l'anglais, mais il y a un roulement d'étudiant.e.s tous les 3 mois ;
 - Impossible d'assurer un service autre qu'en anglais avec les employé.e.s ou les stagiaires.

BC Society of Transition Houses

Service d'interprétation et de traduction

- Pour les services de base et d'urgence et pour le premier contact: CanTalk ;
- Assurer la poursuite des services en français reste un enjeu ;
- Obstacle entendu: la province n'est pas bilingue et la population francophone représente un très petit pourcentage de la population totale. Pourtant, plusieurs écoles francophones, mais cette réalité n'est pas traduite dans l'offre de service linguistique.

Ending Violence Association of BC

Barrière systémique

- Les francophones en C.-B. ont tendance à passer sous le radar ;
- Du point de vue de la politique, l'attention est davantage portée vers les populations immigrantes plus importantes qui parlent le punjabi, le cantonnais, le mandarin, le vietnamien ou l'arabe ;
- Peu de promotion est faite pour cibler la population francophone :
 - Aucun protocole pour s'assurer de publiciser des conférences dans les deux langues officielles.

2

Comment assurez-vous le financement de l'organisme, surtout pour les services offerts aux femmes de minorité linguistique ?

Action Ontarienne contre la Violence faite aux Femmes (AOcVF)

- Aucun financement à la mission. Institut de formation depuis 2007 est financé par contrat.
- Plus de la moitié des services de l'AOcVF ne sont pas financés

Hébergement femmes Canada

- Financement par projet avec Condition féminine Canada
- Plus de visibilité durant la pandémie; reconnaissance d'un besoin criant
- Fondation Rogers

Rise Women's Legal Centre

- Stagiaires de University of British Columbia
- Law Foundation of BC
- Femmes et Égalité des genres Canada
- Selon les programmes : recherche de financement spécifique

BC Society of transition houses

- BC Housing
- Fonds provinciaux : Ministère de la Sécurité publique et du Solliciteur général de la C.-B.
- Fonds fédéraux
 - gestion sécuritaire des bases de données
 - projet sur le logement
 - accès aux femmes autochtones
- Toujours à la recherche de la prochaine subvention

Ending Violence Association of BC

- Fonds provinciaux : Ministère de la Sécurité publique et du Solliciteur général de la C.-B.
- Membrariat

3

Qu'aimeriez-vous dire à l'équipe d'Inform'Elles dans ses démarches d'offre de service en français dans un contexte de minorité linguistique ?

Organismes	Aide et soutien	Conseils 27
<p style="text-align: center;">Action Ontarienne contre la Violence faite aux Femmes</p>	<p>« Je suis prête à faire plein de choses pour les aider et les soutenir. »</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conseils sur comment mieux s'organiser pour faire de la concertation • Fournir des protocoles sécuritaires • Procédure de dotation (question d'entrevue) • Modèle hybride: possibilité de donner un coup de main pour des rencontres 	<p>Avoir des chiffres à l'appui.</p> <p>Mobiliser la communauté francophone.</p>
<p style="text-align: center;">Hébergement femmes Canada</p>	<p>Hébergementfemme.ca = répertoire des maisons d'hébergement et répertoire de ligne téléphonique.</p>	<p>Garder à jour une base de données sur les personnes francophones travaillant dans les maisons d'hébergement (grand roulement).</p> <p>Établir des partenariats (ligne téléphonique).</p> <p>Revendication d'un besoin: créer des partenariats avec d'autres groupes francophones sans expertise en violence faite aux femmes ou avec expertise anglophone.</p> <p>S'assurer que les services qui existent en anglais puissent offrir des services en français.</p>

**Rise Women's
Legal Center**

La clinique travaille avec des clientes à travers la province grâce à sa « clinique virtuelle ». Possibilité de faire appel à CanTalk pour un service d'interprète lors de ces rencontres.

Lors d'une présence à la cour, demander pour un service d'interprétation à l'avance (le tout devrait être payé par la cour, service assurément disponible à Vancouver, à voir pour les autres villes).

**BC Society
of transition
houses**

Lien bâti avec l'initiative de l'Organisation de relocalisation de réfugié.e.s à Prince Georges.

« S'il y a une façon de s'assurer que nos membres connaissent les services offerts par Inform'Elles, nous serons là. »

« Ce que fait Inform'Elles est très important. »

S'assurer de faire des campagnes de sensibilisation qui rejoignent un public plus large que juste les francophones.

**Ending
Violence
Association
of British
Columbia**

Prendre contact avec l'association est un excellent point de départ afin de bâtir une relation de partenariat. S'asseoir ensemble et voir comment l'association peut aider Inform'Elles.

Disposée à amplifier les voix militantes et jouer un rôle pour aider les survivantes francophones de la violence.

« Bravo ! Je sais que c'est beaucoup de travail ce qu'elles font et que c'est difficile. »

Ayez un (grand) objectif à long terme, mais agissez avec une stratégie précise. Choisissez quelques partenaires et des petites choses pour que vous puissiez maintenir votre énergie. Prenez soin de vous, encore plus quand vos actions ne sont pas en lien avec votre travail rémunéré.

PROCHAINES ÉTAPES

- Formation des agent·e·s d'établissement, des employé·e·s de première ligne au sein des organisations francophones et du personnel médical, aux parcours en français disponibles pour les femmes et les filles en situation de violence.
- Sensibilisation de la communauté francophone à travers la province aux parcours disponible en français.



Une initiative d'

inform'Elles

Menée grâce aux fonds de



Femmes et Égalité
des genres Canada

Women and Gender
Equality Canada